



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## Déconcentration urbaine et renouveau du monde rural .

Monsieur Daniel Courgeau

### Abstract

After a description of the variety of urban déconcentration processes in developed countries, this paper analyses the concepts used to put them in evidence and proposes a more aggregate analysis of these phenomena.

### Résumé

Après une description de la diversité des processus de déconcentration urbaine dans les pays développés, cet article analyse les concepts utilisés pour les mettre en évidence et propose une analyse plus globale de ces phénomènes.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Courgeau Daniel. Déconcentration urbaine et renouveau du monde rural .. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 92-96;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4201>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1991\\_num\\_202\\_1\\_4201](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4201)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## DÉCONCENTRATION URBAINE ET RENOUVEAU DU MONDE RURAL

Daniel COURGEAU \*

### Résumé :

Après une description de la diversité des processus de déconcentration urbaine dans les pays développés, cet article analyse les concepts utilisés pour les mettre en évidence et propose une analyse plus globale de ces phénomènes.

### URBAN DECONCENTRATION AND RURAL REVIVAL

### Summary :

After a description of the variety of urban deconcentration processes in developed countries, this paper analyses the concepts used to put them in evidence and proposes a more aggregate analysis of these phenomena.

Il est périlleux d'essayer de faire le point sur le renouveau du monde rural avant de pouvoir disposer des données des recensements généraux de la population des années 1990. Cela est d'autant plus vrai qu'aucun chercheur en sciences humaines n'avait prévu la redistribution qui s'est opérée dès le début des années 1970 : cette renaissance rurale allait à l'encontre de toutes les théories développées et testées auparavant (W. Zelinsky, 1983) et a montré la nécessité de reconsidérer les concepts qui sont à leur base.

Après avoir brossé à grands traits l'essentiel de cette évolution, en montrant cependant les divergences qui apparaissent entre les divers pays développés, nous analyserons les concepts utilisés pour la mettre en évidence.

### RENOUVEAU DU MONDE RURAL

Le coup d'envoi a été lancé par C. Beale en 1975, qui montrait une revitalisation des communes rurales américaines entre 1970 et 1973. Cela marquait une rupture complète avec des phénomènes d'urbanisation que connaissaient les Etats-Unis depuis fort longtemps. Il distinguait déjà les principales raisons de ce revirement, que l'on retrouvera par la suite dans la plupart des pays dévelop-

pés : décentralisation des manufactures et autres industries, accroissement de l'installation des retraités, expansion des collèges d'Etat dans ces aires, accroissement des activités de loisirs qui trouvent là un terrain rêvé.

A partir de cette observation, de nombreux chercheurs ont constaté que la plupart des pays développés connaissent une évolution semblable, et une floraison d'articles et d'ouvrages viennent montrer la généralité du phénomène. Nous renvoyons le lecteur intéressé par le détail des analyses à deux ouvrages récents sur ce sujet (A.G. Champion, 1989 ; B. Kayser, 1990), pour essayer de dégager ici l'essentiel de ces travaux.

En premier lieu, si le phénomène se produit dans la majorité des pays développés, il ne les atteint cependant pas tous. Ainsi le tableau, qui donne les corrélations calculées entre la migration nette des aires et leur densité de population pour les années 1970 et les années 1980, montre, par exemple, que la Norvège et le Portugal gardent une corrélation positive et même croissante d'une période sur l'autre. Nous reviendrons plus loin sur le critère pris en compte ici, mais notons qu'il est très souvent retenu pour montrer le renouveau du monde rural.

\* Directeur de Recherche, Institut National d'Etudes Démographiques (INED).

En second lieu, on voit toujours sur ce tableau la diversité des évolutions des différents pays. Les estimations pour les années 80 sont issues des données de registres de population, lorsqu'ils existent, ou d'enquêtes sur échantillon. On voit que dans certains pays la déconcentration urbaine a cessé pour faire place à une nouvelle concentration (Etats-Unis, Danemark, Suède). Notons cependant que cette concentration se fait à un rythme beaucoup plus lent que pour les décennies antérieures à 1970. Dans d'autres pays, cette concentration, si elle existe toujours, voit son effet diminuer (Hollande). Dans d'autres pays, au contraire, cette déconcentration va augmenter (Belgique, France, R.F.A.). Enfin, certains pays, qui n'avaient pas connu de déconcentration au cours des années 1970, voient celle-ci apparaître au cours des années 1980 (Irlande, Italie). C'est donc bien la diversité qui l'emporte sur l'uniformisation des comportements. Les recensements de la population, dont nous attendons les résultats maintenant, devraient venir confirmer ces premières observations.

**Evolution de la corrélation,  $r$ , entre le taux de migration nette et la densité de chaque zone des divers pays d'Europe occidentale des années 1970 aux années 1980.**

Pays (nb. de régions)	Tendance des années 1970		Tendance des années 1980	
	Période	coef. de corrél. $r$	Période	coef. de corrél. $r$
Belgique (9)	1971-81	- 0,36	1981-83	- 0,41
Danemark (11)	1975-78	- 0,79	1981-83	+ 0,16
France (22)	1968-75	- 0,26	1983-88	- 0,33
Irlande (9)	1971-79	+ 0,50	1979-81	- 0,07
Italie (13)	1978	+ 0,12	1981-83	- 0,08
(69)	1978	- 0,00	1981-83	- 0,25
Hollande (11)	1976-78	- 0,83	1981-83	- 0,12
Norvège (8)	1976-79	+ 0,21	1981-83	+ 0,53
Portugal (18)	1970-71	+ 0,36	1979-81	+ 0,53
Suède (12)	1976-79	- 0,26	1981-83	+ 0,37
Suisse (11)	1970-80 (1)	- 0,49	1981-83	- 0,51
R.F.A. (30, 50)	1978	- 0,29	1981-83	- 0,45

(1) Calculé avec l'accroissement de la population au lieu de la migration nette.  
Source : Antony Fielding 1982, 1986 et nos propres estimations à partir de l'Enquête sur l'emploi (France, 1983-1988).

Un troisième aspect de ce phénomène est le rôle prépondérant joué par les migrations internes sur la renaissance des communes rurales. Les différences d'accroissement naturel entre les zones rurales vieillies et les zones urbaines jeunes vont à l'encontre de cette revitalisation du rural, de même que les migrations internationales, qui se dirigent pour la plus grande part vers les zones urbaines. C'est donc par migration interne que ces zones ont gagné de la population.

Un quatrième aspect de ces migrations apparaît clairement à partir des diverses analyses réalisées. On pourrait penser que ces flux de l'urbain vers le rural soient composés essentiellement de retours de retraités vers les lieux de leur enfance ou de mouvements vers les campagnes de ceux que l'on appelle les « néo-ruraux ». Si ces groupes existent bien, en particulier les retraités retournant en milieu rural, ils ne constituent en rien l'essentiel de ces flux qui recomposent entièrement les structures sociales des zones rurales. Leur analyse est cependant très diffi-

cile car les recensements ne saisissent généralement que la profession de l'individu au moment du recensement, ignorant la profession avant la migration.

Ces diverses observations de terrain ont conduit à l'élaboration de théories plus générales sur l'émergence d'un nouveau système de peuplement (B. Berry, 1976 ; A.J. Fielding, 1989 ; A.G. Champion, 1989 ; B. Kayser, 1990). Ces théories, qui conduisent à des résultats parfois contradictoires, font perdre toute unité à la théorie d'une transition dans la mobilité (W. Zelinsky, 1971) parallèle à la transition démographique. Cette transition dans la mobilité, qui se voulait non seulement explicative du passé mais également prédictive de l'avenir, avait été incapable de prévoir le renouveau du monde rural (W. Zelinsky, 1983).

Nous allons nous pencher ici sur les concepts utilisés pour mettre en évidence ce renouveau puis essayer de montrer les lacunes, qui existent dans notre connaissance des sociétés humaines et qui empêchent pour le moment de développer une théorie pleinement satisfaisante, non plus d'une transition dans la mobilité, mais de diverses transitions dans la mobilité.

## RETOUR SUR LES CONCEPTS

Dans notre présentation rapide du renouveau du monde rural, nous avons utilisé différents termes dont la définition n'a généralement pas été donnée avec précision. Cela est dû au fait que les divers auteurs dont nous présentons les résultats ont eux-mêmes défini ces termes de façon différente. Nous allons reprendre ici quelques définitions.

### 1 - Le rural

Lorsque l'on se reporte aux définitions du rural et de l'urbain, force est de constater que le rural est le plus souvent défini de façon négative comme ce qui n'est pas urbain. Ainsi, pour le dictionnaire Robert, les campagnes sont définies comme situées « hors d'une zone urbaine ». De même, l'INSEE définit avec une très grande précision ce qu'il considère comme une unité urbaine ou une zone de peuplement industriel et urbain (ZPIU), alors que les communes rurales sont celles « qui ne sont pas urbaines ». Or, lorsque l'on désire faire des comparaisons internationales, il est indispensable de prendre des critères identiques dans chaque pays pour définir l'urbain et le rural avec suffisamment de précision.

Les premiers auteurs qui ont vraiment cherché à généraliser les résultats obtenus aux Etats-Unis à la majorité des pays développés sont sans conteste Vining et Kontuly (1978). Ils définissent dans ces pays des **régions centrales** (core areas), qui sont un regroupement des régions contenant les principales métropoles et ayant traditionnellement une forte immigration nette en provenance des autres régions moins urbanisées. Les découpages qu'ils utilisent sont cependant très grossiers. Ainsi, la région centrale française comprend deux zones d'études et d'aménagement du territoire : la région parisienne et le Bassin parisien qui regroupent sept régions de programme sur vingt deux. Un tel découpage, qui peut être utile dans une première approche, nous paraît cependant entièrement incorrect quand il s'agit d'étudier les processus de déconcentration urbaine. Il met en dehors de la région centrale les

zones de peuplement industriel et urbain de Lyon (1 533 305 habitants), de Marseille (1 227 901 habitants), alors que près de 40 % de la population du Bassin parisien vit dans une commune rurale et près de 14 % dans une commune rurale hors ZPIU.

Une approche plus satisfaisante, à notre avis, a été prise par Fielding (1982) qui définit les zones urbaines et rurales par leur densité de population. Le tableau présenté plus haut correspondait à cette définition. Il n'a plus à introduire de seuil de densité pour définir l'urbain, car il calcule des corrélations entre taux de migration nette et densité : une corrélation négative lui montre une déconcentration de la population. Une observation plus poussée montre cependant qu'il définit encore ces régions de façon très grossière : en France, il passe du découpage en huit zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) à un découpage en 22 régions. Ainsi, la Provence-Côte d'Azur, qui contient Marseille et les Z.P.I.U. de la Côte d'Azur, comprend également les départements les moins densément peuplés de France : Alpes-de-Haute-Provence (17 habitants au km<sup>2</sup>), Hautes-Alpes (19 habitants au km<sup>2</sup>), contre une moyenne de 100 habitants au km<sup>2</sup> pour la France entière en 1982.

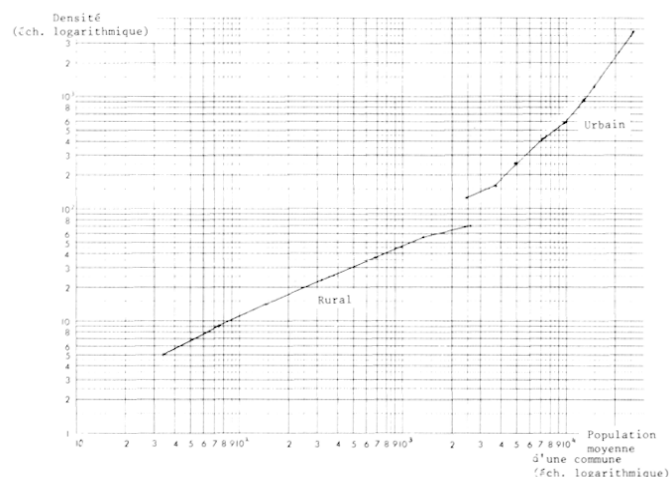
En dehors de cet inconvénient, lié à l'observation d'un petit nombre de zones, le critère de densité nous semble satisfaisant pour distinguer les catégories de communes rurales des catégories de communes urbaines. Du fait qu'en France le découpage communal ait été très peu modifié par l'urbanisation (nous comptons toujours 36 433 communes en 1982 contre 37 963 en 1921, alors que le taux d'urbanisation est passé de moins de 50 % à plus de 73 % en 1982), la densité permet de distinguer les communes définies comme rurales et urbaines à partir d'autres critères par l'INSEE (continuité des constructions et importance de la population contenue dans ces limites). Nous avons porté sur le graphique le logarithme de la densité de population en fonction du logarithme de la population moyenne de chacune des classes des communes rurales et des unités urbaines. En reliant les points correspondant aux communes rurales entre eux, d'une part, et ceux correspondant aux communes urbaines, d'autre part, on voit clairement apparaître deux courbes distinctes et non jointives. Il se trouve que pour une même population moyenne, proche de 2 500 habitants, les communes rurales de 2 000 habitants et plus ont une densité de 69 habitants au km<sup>2</sup>, tandis que les communes urbaines de moins de 5 000 habitants ont une densité de 125 habitants au km<sup>2</sup>, soit près du double. La densité moyenne de la France de 100 habitants au km<sup>2</sup> se trouve juste dans cet intervalle.

Il importe de voir ici que la densité caractérise bien le critère de concentration de la population, qui, indépendamment du lien qui conduit à ce rapprochement des hommes (commerce, industrie, administration, etc.), permet de réaliser des économies d'agglomération dans un monde où le coût des déplacements et des transports n'est pas négligeable.

Il nous faut maintenant aller encore plus loin dans la réflexion sur la définition du rural et de l'urbain. Il nous semble que la mutation actuelle de notre société, tant dans l'information que dans les communications et les transports, peut venir rapidement remettre en cause les défini-

tions que nous avons données précédemment. En effet, « si les communications à distance, les télé-fonctions de toute nature deviennent le support normal des interactions, la proximité géographique pure cessera d'être la valeur fondatrice de la centralité et de l'urbain » (D. Pumin, L. Sanders, T. Saint-Julien, 1989). L'éclatement de l'espace de vie individuel que l'on observe dans diverses directions ne vient-il pas également condamner à terme la proximité géographique ?

**Densité des communes rurales et urbaines en fonction de la population moyenne d'une commune. (Echelle logarithmique, France, 1982).**



En premier lieu, on constate un éloignement de plus en plus grand entre lieu de résidence et lieu de travail. Ainsi en France, la distance parcourue entre communes a augmenté de 28 % entre 1975 et 1982, le nombre de navetteurs a augmenté de 21 %, et la distance moyenne parcourue par un navetteur passe de 18,4 km à 19,5 km. Avec les facilités de transports actuelles, on voit que la localisation de la vie familiale (lieu de résidence) tend à devenir de plus en plus indépendante de celle de la vie professionnelle (lieu de travail). Dès lors se pose la question de savoir à quel lieu rattacher l'individu ? Selon le critère pris, la part de population vivant en rural peut radicalement changer.

Un second point intéressant se trouve dans l'augmentation du nombre de résidences secondaires. En France, entre 1975 et 1982, le parc de résidences secondaires est passé de 1.696.200 à 2.238.300, soit une augmentation annuelle de 4 %, contre 1,5 % pour les résidences principales. Si ce rythme s'est maintenu, nous devrions avoir 3.064.200 résidences secondaires en 1990, soit une augmentation de 37 % en 8 ans.

Il semble donc que l'entrée dans une société post-industrielle, où le tertiaire, la communication et l'information prennent le relais du secondaire, conduit à une modification importante de l'espace de vie des individus. Celui-ci se déploie maintenant sur des lieux de plus en plus éloignés, qui vont varier selon la liberté de choix croissante des hommes. Il serait dès lors utile de mettre en place des méthodes de mesure de cet espace de vie et des modifications qui surviennent dans sa répartition spatiale. On trouvera déjà une réflexion plus approfondie sur cette mesure dans l'ouvrage sur les « Méthodes de mesure de la mobilité spatiale » (D. Courgeau, 1988), mais la réalisation pratique d'une telle mesure et les méthodes d'analyse qu'elle implique, en sont encore à leur phase initiale.

## 2 - Changements dans la répartition spatiale de la population

De nombreux termes ont été proposés pour caractériser ces changements dans la répartition spatiale de la population, qui ne sont également pas neutres, comme nous le verrons plus loin.

Le premier terme utilisé par C. Beale (1975) est celui de « renaissance » (revival) des zones non métropolitaines aux Etats-Unis. Par la suite ce terme a été repris par un certain nombre d'auteurs (B. Kayser, 1990). Un autre terme très proche est également utilisé, celui de « retournement » (turnaround) ou encore « contre-urbanisation » (counterurbanization) (B. Berry, 1976). Bien qu'ils ne précisent pas si l'évolution du monde rural est due à un accroissement naturel positif ou à un solde migratoire positif et n'indiquent pas que les communes urbaines ont une évolution opposée, cela est souvent sous-entendu. Une autre série de termes insiste plus sur une répartition moins concentrée de la population : déconcentration de la population (D. Pumain, 1983 ; A. Champion, 1989), restructuration régionale, redistribution de la population. Il s'agit plutôt ici d'une phase de transition liée au passage d'une société industrielle à une société post-industrielle, où la concentration excessive de la population n'est plus une exigence et où une nouvelle distribution de cette population peut se mettre en place. Si certains espaces ruraux sont très favorisés par cette redistribution, d'autres espaces, où la dépopulation est irréversible, ne peuvent être revitalisés. Une troisième série de termes va sous-entendre une disparition à plus ou moins long terme du monde rural, qui sera remplacé par une urbanisation diffuse : rurbanisation, péri-urbanisation. L'utilisation d'un terme plutôt que l'autre devrait être liée aux résultats d'une analyse très poussée des changements observés dans la répartition spatiale de la population. Cette analyse pose à nouveau certains problèmes pour les concepts utilisés.

Il paraît dès le départ nécessaire d'éclater le taux de variation annuel de la population en taux d'accroissement naturel et taux de migration nette. En effet, l'accroissement naturel, qui est fortement lié à la structure par âges des populations, peut venir contrecarrer l'effet d'une migration nette positive dans les zones rurales. Il est dès lors préférable de travailler sur cette migration nette pour mettre en évidence ce processus de déconcentration urbaine, comme l'a fait A. Fielding (1982). En France, au cours de la période 1954-1962, toutes les catégories de communes rurales avaient une migration nette négative, d'autant plus fortement négative que leur taille était faible ; à l'inverse, toutes les catégories de communes urbaines avaient une migration nette positive, d'autant plus importante que leur taille était élevée (au moins jusqu'à 200 000 habitants). En 1975-1982, toutes les catégories de communes rurales (hormis celles de moins de 100 habitants) ont une migration nette positive, d'autant plus importante que leur taille est élevée ; à l'inverse, toutes les catégories de communes urbaines (hormis celle de moins de 10 000 habitants) ont une migration nette négative, d'autant plus fortement marquée que leur taille est élevée. Cela donne une vue sommaire mais très claire des changements observés en France.

L'utilisation des données de recensements ou de registres permet d'aller un peu plus loin dans cette analyse, en faisant intervenir l'âge, la catégorie socio-

professionnelle lors du recensement et en distinguant les flux d'immigration et d'émigration. Des résultats à une échelle géographique plus fine permettent également d'améliorer cette vue des migrations et de rechercher les liens entre migrations et navettes. En dépit de ces renseignements tout à fait précieux que peuvent nous fournir les données de recensements, on ne peut vraiment aller plus loin dans la compréhension de ces phénomènes de déconcentration urbaine ou de renaissance des zones rurales, qu'en utilisant d'autres sources d'informations beaucoup plus détaillées.

### VERS UNE VUE PLUS GLOBALE DE CES PHÉNOMÈNES

Les phénomènes de déconcentration urbaine ou de renouveau du monde rural ne peuvent plus être considérés comme isolés et explicables par quelques caractéristiques d'attrait des zones rurales. Il s'agit d'éléments indissociables d'un tout beaucoup plus complexe, constitué par les structures sociales dans lesquelles nous vivons. Ce renouveau du monde rural est en fait la partie émergée que l'on peut distinguer à l'aide de nos sources statistiques usuelles, d'un ensemble beaucoup plus vaste qu'il nous faut essayer de dégager.

Il faut bien voir que l'espace dans lequel nous vivons n'est pas un élément premier et qu'on ne peut le comprendre ni l'analyser indépendamment des structures sociales qui sont à son origine. Il est une expression au même titre que l'âge, le sexe, le statut social, etc., de systèmes de relations plus fondamentaux : systèmes familial, économique, politique, religieux, éducatif, associatifs et informels. Il est dès lors nécessaire d'étudier comment les changements de position d'un individu dans les divers systèmes sociaux modifient sa perception de l'espace rural ou urbain et, inversement, comment les changements de position d'un individu dans le rural ou l'urbain modifient ses comportements familiaux, économiques, etc. L'analyse biographique des démographies (D. Courgeau et E. Lelièvre, 1989), se révèle très utile pour mettre en évidence ces interactions, ainsi que l'hétérogénéité des populations. Citons ici, par exemple, les liens entre constitution de la famille et urbanisation (D. Courgeau, 1987), où nous avons mis en évidence les liens qui existent entre les diverses étapes de la constitution de la famille (mariage, naissances d'enfants successifs) et les migrations du rural vers les métropoles, ainsi que les migrations des métropoles vers le rural. Nous avons ainsi pu montrer de fortes dépendances entre ces phénomènes *a priori* très différents.

Il est enfin nécessaire d'aborder un autre niveau d'analyse beaucoup plus complexe, en ce qu'il va chercher à saisir et à comprendre comment ces probabilités vont évoluer de façon longitudinale, d'une part (transmission ou non des valeurs d'une cohorte à la suivante, par exemple), et transversale d'autre part (comment se met en place une crise économique, etc...). Le projet est maintenant « de saisir la structuration des biographies, à la fois comme un effet des structurations longitudinales qui se résument en amont dans « l'institution biographique » et comme le produit agrégé que l'action sociale des individus inscrit, en aval, dans le maintien ou la transformation de ces structures longitudinales » (J.C. Passeron, 1990). Il s'agit là d'un travail de longue haleine, qui, s'il aboutit, permettra de mieux comprendre l'évolution de notre société.

## CONCLUSION

Après avoir rapidement décrit l'évolution démographique des zones rurales au cours des vingt dernières années, il nous semble en premier lieu nécessaire d'entamer une réflexion approfondie sur la nature de l'espace rural, défini le plus souvent de façon négative. Même B. Kayser (1990) qui nous en donne une définition plus complète, indique qu'elle est « empirique et réductrice » et qu'il faut la prendre « comme une simple référence, voire comme une hypothèse de travail ». En second lieu, la migration ne peut plus être définie comme un simple changement de résidence. Nous avons mis en évidence la séparation de plus en plus fréquente dans l'espace du lieu de résidence et du lieu de travail, l'importance de l'accroissement du nombre de résidences secondaires, que l'on peut de moins en moins distinguer des résidences principales. Il est dès lors nécessaire de définir la migration comme un changement de l'espace de vie de l'individu. En troisième lieu, il nous apparaît nécessaire de ne pas traiter comme une catégorie à part ces mouvements de l'urbain vers le rural, qui sont, en fait, en relation très étroite avec le reste de la vie de l'individu (vie familiale, vie professionnelle, etc.). Cela nous conduit à ne plus considérer

l'espace comme un élément premier, mais à replacer les diverses catégories sociales (espace, temps, sexe, âge, statut social, etc.) dans des systèmes de relation plus généraux. L'analyse démographique des biographies s'avère dans ce cas tout à fait utile pour démêler les liens complexes qu'entretiennent tant les événements de la vie familiale que de la vie migratoire et de la vie professionnelle, etc.

Il serait possible d'arrêter l'analyse à ce point, en supposant avoir ainsi mis à nu la structure de notre société. C'est en fait supposer que cette société existerait hors du temps, comme une structure abstraite. A notre avis il n'en est rien, et une nouvelle étape de cette analyse apparaît bien plus complexe encore que les précédentes. Il s'agit maintenant de replacer ces structures sociales dans le temps et de voir comment elles peuvent et vont évoluer sous l'effet des diverses actions des membres de cette société. Nous réintroduisons ici la liberté humaine, en ce sens que cette évolution n'est pas déterministe, mais dépend des décisions prises par nous-mêmes. Même soumis à de nombreuses contraintes extérieures, l'homme a toujours la possibilité d'ouvrir de nouveaux champs dont nous proposons l'exploration.

## BIBLIOGRAPHIE

- BEALE C. (1975).— **The revival of population growth in nonmetropolitan America**. Economic Research Service, Washington, 15 p.
- BERRY B. (1976).— The counterurbanization process : Urban America since 1970, in **Urbanization and counterurbanization**. B. Berry ed., Sage, Beverly Hills, pp. 111-143.
- BOUDOUL J. et JP. FAUR (1982).— Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? **Economie et Statistique**, 149, pp. I-XVI.
- CHAMPION A. (ed) (1989).— **Counterurbanization. The changing pace and nature of population deconcentration**. Edward Arnolds, London, 266 p.
- COURGEAU D. (1987).— Constitution de la famille et urbanisation. **Population**, 1, pp. 57-82.
- COURGEAU D. (1988).— **Méthodes de mesure de la mobilité spatiale : migrations internes, mobilité temporaire, navettes**, Edition de l'INED, Paris, 301 p.
- COURGEAU D. et LELIÈVRE E. (1989).— **Analyse démographique des biographies**. Edition de l'INED, Paris, 268 p.
- FIELDING A. (1982).— Counterurbanization in Western Europe, **Progress in Planning**, 17, pp. 5-52.
- FIELDING A. (1986).— Counterurbanization in Western Europe, in A. FINDLEY and P. WHITE, Eds, **West European Population Change**, Croom Helm, London, pp. 35-49.
- KAYSER B. (1990).— **La renaissance rurale**, Armand Colin, Paris, 316 p.
- PASSERON JC. (1990).— Biographies, flux, itinéraires, trajectoires, **Revue française de sociologie**, XXXI, 1, pp. 3-22.
- PUMAIN D. (1983).— Déconcentration urbaine, **Population et Société**, n° 166, 4 p.
- PUMAIN D. SANDERS L. et SAINT-JULIEN T. (1989).— **Villes et auto-organisation**, Economica, Paris, 192 p.
- VINING D. et KONTULLY T. (1978).— Population dispersal from major metropolitan regions : an international comparaison. **International Regional Science Review**, 3, 49-73.
- ZELINSKY W. (1971).— The hypothesis of the mobility transition, **Geographical Review**, 61, pp. 219-249.
- ZELINSKY W. (1983).— The impasse in migration theory : a scratch map for potential escapees, in **Population movement : their forms and functions in urbanization and development**, P. MORRISON Ed., Ordina Editions, Liege, pp. 19-46.